



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

19/03/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 271 du 19 mars 2026

ÉDITO

Le 54^e congrès de la CGT se tiendra du 1^{er} au 5 juin à Tours. Le projet de document d'orientation préparatoire est accessible en ligne¹. Ce document est important en ce qu'il entend analyser la situation économique et sociale du pays et fixer les tâches de l'organisation concernant les trois années qui viennent. Tout le monde en a conscience, la situation nationale et internationale est particulièrement dangereuse et complexe tant les affrontements au sein du système impérialiste sont exacerbés. Dans cette nouvelle phase de l'évolution des conditions de réalisation des profits et de l'accumulation capitaliste, la bourgeoisie monopoliste doit de son point de vue de classe faire baisser drastiquement le prix de la force de travail et juguler toute contestation sociale et politique qui mettrait en danger sa domination. Pour cela, au plan politique elle entend se garantir par la mise en place d'un duopole du Rassemblement National et de la social-démocratie. A ses yeux la répression et la collaboration de classe sont les deux outils fondamentaux dont elle dispose. De ce point de vue, le document d'orientation proposé est particulièrement indigent et la stratégie qui en découle met la CGT à la remorque des syndicats réformistes. Cet aspect des choses est mis en évidence dans le document critique² que vient de publier la FNIC-CGT. Pour notre part, nous donnons, d'un point de vue de classe, [notre appréciation politique sur ce document de la confédération CGT](#)³.



Que la guerre est jolie...pour les capitalistes¹

Sommaire :

Luttes

- *Manif de solidarité avec Alex
- **Bastide Confort Médical* : halte à la chasse aux sorcières
- *Les *ex-Ynsect* (Somme) réclament la comptabilité de l'entreprise aux prud'hommes d'Amiens
- *Groupe *Bigard* salaires au hachoir
- **Axioma* (Brive) en liquidation : 23 licenciements
- *Brandt : patronat et État, unis pour accélérer la liquidation
- **Le Bon Coin* : une première grève !
- *Les salariés de la salle *Climb'Up* d'Angers devant leur lieu de travail
- *Monoprix : entrave à la liberté d'expression un désaveu clair de la justice
- *UD CGT du Nord : non au racisme, au fascisme, aux violences d'état
- *Les ouvriers de *Forvia*, sous-traitant de *Stellantis*, en grève contre une augmentation salariale de 20 Euros jugée insuffisante
- *Enseignement : colère dans les collèges et lycées

*Journée nationale d'action des secteurs sociaux et médico-sociaux

Dossiers, Économie

*Plus de 30.000 ménages expulsés de leur logement en 2025

*Une étude Baromètre de l'opinion publique arabe 2024-2025

*Répertoire URIF-CGT 2026

*Dépense d'Ormoz : mesure de la dépendance à sa fermeture

*Un article intéressant sur les questions de l'énergie paru dans "La Revue de l'Énergie" 2026/1 n° 682, pages 9 à 14

*UE, le 28^{ème} état européen : une poussée vers le fédéralisme

International et Solidarité internationaliste

*Les transports en Belgique au ralenti

*Arrestation de communistes en Jordanie

*Italie : nouvelle campagne de soutien au peuple cubain

*Liban : un ancien doctorant de l'Université Pierre et Marie Curie⁴ assassiné

*Grèce : grande manifestation contre la guerre organisée par le Parti Communiste (KKE)

*Soutien de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) à Cuba

*Martinique : 50% du réseau centre à l'arrêt suite à une grève de chauffeurs de Transaglo

*Yves Rocher : la justice donne raison à des ouvrières turques

*Cayenne : trois écoles en grève

Luttes

Manif de solidarité avec Alex

Alex, militant de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire, a été arrêté chez lui le 11 mars, perquisitionné et placé en garde à vue. Alex avait déjà été réprimé pour son soutien à la Palestine et condamné à un an de prison avec sursis, de 2000€ d'amende, d'une inscription au FIAIT (Fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions terroristes) et de 5 ans d'inéligibilité et d'interdiction de port d'arme. Le soir même, de nombreux rassemblement, à l'initiative de la LJR et des JR, des centaines de militants se sont rassemblés partout en France. Alex devait passer le jeudi 12 mars en comparution immédiate. Cette répression contre les militants pro-palestiniens n'est pas isolée. Le mardi 17 mars, le vice-président d'EuroPalestine a lui aussi été arrêté et perquisitionné.

Nous condamnons fermement ces attaques contre les militants de la cause palestinienne et exprimons notre solidarité avec les camarades réprimés. Le Parti Révolutionnaire Communistes affirme sa ligne anti-impérialiste et anti-sioniste. Vive la résistance palestinienne ! Soutien à Alex !

Bastide Confort Médical : halte à la chasse aux sorcières

L'entreprise *Bastide confort médical*, grand groupe dans le domaine médio-technique, organise la chasse aux sorcières dans son agence du Loiret, les seuls méfaits des salariés, c'est d'avoir osé utiliser leur droit de grève et tenté de construire leur syndicat CGT. Dès la première journée de grève en janvier dernier un premier gréviste a été licencié, suite à une deuxième grève en février, un deuxième gréviste est mis à pied à titre conservatoire puis est convoqué à un entretien en vue d'un licenciement le 19 mars. Le groupe multiplie les menaces, les pressions et les sanctions disciplinaires contre ses salariés et contre même la fédération de CGT Chimie et contre l'Union Départementale CGT 45.

La FNIC CGT et l'UD CGT 45 avec les salariés et syndiqués de *Bastide confort médical* appellent l'ensemble de ses syndicats, militants à se rassembler puissamment le 19 mars pour dénoncer les pratiques scandaleuses de cette entreprise et être solidaire de nos camarades qui subissent un enfer.

Les ex-Ynsect (Somme) réclament la comptabilité de l'entreprise aux prud'hommes d'Amiens

À plusieurs reprises, le résumé économique et social (R-ecosoc) a rapporté les luttes des salariés de *Ynsect*. L'entreprise est maintenant en liquidation judiciaire et les salariés continuent la lutte pour leurs droits auprès du tribunal des prud'hommes d'Amiens.

Ainsi, les anciens salariés d'*Ynsect* exigent les documents comptables de l'entreprise auprès du liquidateur judiciaire de manière à faire la lumière sur leurs licenciements. À ce sujet, ils attendaient la décision du tribunal des prud'hommes pour le 12 mars, décision finalement repoussée au 9 juin.

Leur avocat, M^e Fiodor Rilov, a annoncé le report. Le 9 juin ils sauront si, oui ou non, ils obtiendront ce qu'ils demandent. À savoir les documents comptables de l'entreprise, principalement les comptes 2024 et 2025 "pour obtenir la vérité" sur la faillite de l'entreprise, spécialisée dans la production de protéines et d'engrais à base d'insectes.

Groupe Bigard salaires au hachoir

L'ensemble des syndicats CGT du groupe Bigard a appelé à la grève à partir du 5 mars pour l'augmentation des salaires. La direction propose une augmentation individuelle à la " tête du client ". Dans le groupe Bigard, la direction exige un état d'esprit "Bigard " et stigmatise les ouvriers dans leur comportement avec l'encadrement : " pas d'insolence envers l'encadrement ". la CGT et les salariés, dans un esprit combatif, ont rejeté massivement ces propositions, montrant, s'il le fallait encore, que les résistances face aux politiques austéritaires patronales existent. Le site de Guingamp s'est mobilisé dès le 5 mars, suivi le vendredi 6 mars par Quimperlé, Castre, Rognonas, Flers, et enfin le lundi 9 mars par l'Isle-sur-la-Sorgue et Cuiseaux. Malgré les pressions des directions de sites sur les salariés, le taux de grévistes a été, selon la CGT : *" en moyenne de 35 %"*. La CGT revendique : *"100 euros d'augmentation sur le salaire de base avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier."* Elle ajoute que : *" L'argent existe pour satisfaire cette revendication. La famille Bigard compte parmi les 500 fortunes de France, avec 600 millions d'euros soit 333 000 Smic brut en 2025. En 2024, la richesse créée par les travailleurs a rapporté près de 70 000 euros par salarié au groupe. C'est sûr que les fins de mois ne sont pas les mêmes pour tout le monde !"*

Axioma (Brive) en liquidation : 23 licenciements

Le tribunal commerce de Brive vient de prononcer la liquidation judiciaire de l'entreprise Axioma, spécialisée dans les biostimulants pour l'agriculture. Vingt-trois salariés vont perdre leur travail. La décision vient d'être prononcée par le tribunal commerce de Brive.

Brandt : Patronat et État, unis pour accélérer la liquidation

Dans un communiqué commun, la CGT métallurgie, les UD du Loir et Cher et du Loiret et l'UR Centre Val de Loire, font le point sur les responsabilités du patronat et de l'État dans la liquidation de Brandt :

"La CGT et les travailleurs de Brandt se sentent trahis par ce gouvernement et les politiques menées depuis plusieurs années. Celles-ci ont accordé de nombreux passe-droits à des capitalistes pillant notre industrie sans réellement créer d'emplois. Dans ce contexte, comment ne pas s'interroger lorsque le ministre de l'Industrie déclarait encore, le 12 décembre 2025, qu'il n'allait *« pas laisser tomber le sujet Brandt »* ? Force est de le constater une nouvelle fois, le Président de la République et ses multiples gouvernements n'ont jamais mis en œuvre une politique de réindustrialisation de la France. Cette vente à la découpe de nos industries et la perte de notre souveraineté est un véritable scandale politique et social. Aujourd'hui, l'annonce irresponsable du tribunal de commerce de Nanterre de ne pas retenir un projet garantissant une reprise de l'activité industrielle est révoltante. Une fois de plus, l'entre-soi patronal régnant dans ces tribunaux de commerce fait fi des intérêts des travailleuses et travailleurs. Il est impératif de les réformer en profondeur de sorte qu'ils ne soient plus un obstacle au développement économique et industriel. Assister à la disparition de cent ans de savoir-faire et à la vente des actifs à une centrale d'achat est un gâchis et une véritable insulte envers celles et ceux qui produisent les richesses par leur force de travail. C'est une nouvelle fois un coup dur au sujet des 700 travailleuses et travailleurs qui ont pourtant fait vivre ce fleuron de l'industrie française pendant des décennies. La CGT réaffirme que *« l'argent public ne doit pas servir les intérêts du capitalisme financier. Il doit soutenir l'emploi, l'outil industriel, les services publics, les territoires et répondre avant tout aux besoins des populations. La CGT continuera de se battre pour maintenir et développer l'industrie en France. Sans industrie, c'est tout notre système social qui est fragilisé et des territoires qui se désertifient. Face à l'échec patent des politiques Macronistes, et celles des détenteurs du capital qui pillent notre patrimoine année après année, la CGT affirme qu'il y a un avenir pour l'industrie en France et que cet avenir sera avant tout l'affaire des travailleurs eux-mêmes La CGT apporte son soutien aux 700 salariés licenciés et à leur famille et se tient à leur disposition. »*

Le Bon Coin : une première grève !

En 2024, les fonds d'investissement Blackstone Permira ont pris le contrôle du groupe Adevinta, propriétaire de la plateforme *Le bon Coin*. Ce changement augure une stratégie centrée sur la réduction des coûts. Les 1.500 salariés sont appelés à faire grève afin de protester contre l'évolution de leurs conditions de travail et plusieurs décisions internes contestées.

Un mouvement inédit : pour la première fois de l'histoire du groupe, les salariés du site d'annonces sont appelés à faire grève. Plusieurs décisions prises ces derniers mois ont profondément modifié l'organisation du travail. L'un des principaux sujets de crispation concerne le télétravail. Ce mode d'organisation occupe une place importante chez *Le bon Coin*. Certains avaient choisi de rejoindre l'entreprise précisément pour cette flexibilité. La direction souhaite renforcer la présence au bureau. Pour les salariés, cela se traduit par des trajets plus longs et des coûts supplémentaires. Les syndicats évoquent également les réorganisations internes se multipliant et la charge de travail augmentant dans plusieurs services. Ils s'inquiètent de la montée des risques psychosociaux au sein de l'entreprise et l'utilisation d'outils permettant de mesurer l'activité dans les services commerciaux entretenant une pression permanente. Les syndicats dénoncent également un recours accru à des prestataires extérieurs et redoutent, à terme, une diminution des effectifs internes. L'ensemble de ces inquiétudes a conduit les syndicats à

appeler à la grève afin d'ouvrir des discussions sur l'organisation du travail, les conditions de travail et l'avenir des équipes.

Les salariés de la salle Climb'Up d'Angers devant leur lieu de travail

Les employés tiennent le piquet de grève devant leur salle contre la dégradation de leurs conditions de travail, assortie à de nouvelles politiques imposées par le siège de l'entreprise : « *marquée par une logique de rentabilité accrue et des décisions prises de manière unilatérale, sans concertation avec les salariés* » et l'ouverture de la salle le 1^{er} mai, jour de la fête des travailleurs, historiquement chômée depuis 1919 puis fériée et payée depuis 1946 s'ajoute la mise en place d'objectifs conditionnant les primes.

Monoprix : entrave à la liberté d'expression un désaveu clair de la justice

Par une ordonnance du 26 février 2026, le tribunal judiciaire de Nanterre a annulé l'assignation engagée par la direction de Monoprix contre Alain Tsamas concernant des publications sur les réseaux sociaux. La fédération CGT du commerce estime que : " Cette décision constitue un désaveu clair pour Monoprix, tentant une nouvelle fois de s'attaquer à la liberté d'expression et de faire taire celles et ceux qui dénoncent ses pratiques. La liberté d'expression est un droit fondamental, et la Fédération CGT Commerce et Services continuera de l'exercer pleinement de manière à défendre les travailleurs. Malgré les pressions et les tentatives d'intimidation, la direction ne musèlera ni les militants CGT ni les travailleurs refusant de subir les choix injustes du patronat. Car pendant que la direction cherche à faire taire les voix critiques, un plan de licenciements déguisé se poursuit au sein de l'enseigne, à travers la vente de magasins et la fermeture d'autres établissements. Derrière ces décisions, ce sont des emplois, des conditions de travail et l'avenir de centaines de salariés qui sont menacés. La Fédération CGT Commerce et Services se félicite de cette décision de justice, qui rappelle que les tentatives d'intimidation ne feront pas reculer celles et ceux qui se battent pour les droits des travailleurs. La Fédération CGT Commerce et Services appelle l'ensemble des travailleurs de Monoprix à se rassembler, s'organiser et se mobiliser afin de défendre leur emploi, leurs droits et leur avenir."

UD CGT du Nord : non au racisme, au fascisme, aux violences d'état⁵



Les ouvriers de Forvia, sous-traitant de Stellantis, en grève contre une augmentation salariale de 20 euros jugée insuffisante

Sur le piquet de grève, c'est la colère et le délégué syndical CGT déclare : "20€ brut, il faut savoir que pour nous, c'est une insulte. Ce n'est pas une politique salariale digne d'une entreprise du CAC 40". La CGT demande une augmentation salariale de 150€ et elle lutte aussi pour la distribution d'une prime de 2.000€. L'augmentation du prix des carburants au-delà de 2 euros grève le budget des salariés. Si les capitalistes s'en mettent plein les poches avec la guerre, les salariés paient la facture.

Enseignement : colère dans les collèges et lycées

Opération collège Jean Moulin vide en Ille-et-Vilaine « On nous explique qu'il y a environ 700 élèves de moins dans les collèges du département »... « On parle de 4000 postes supprimés au niveau national dont 62 en Ille-et-Vilaine, soit l'équivalent d'un collège entier. A Saint-Jacques-de-la-Lande les enseignants se mobilisent en organisant « opération collège vide ».

Au collège de Montfort-sur-Risle (Eure), comme dans plusieurs établissements de l'Eure, la rentrée 2026 s'annonce sous de sombres auspices. 29 postes de professeurs vont être supprimés dans les collèges du département, auxquels s'ajoute l'équivalent de 15 suppressions dans les lycées généraux et technologiques. Aujourd'hui, le collège compte cinq classes de 6^e, mais selon les projections de l'Éducation nationale, les élèves seront répartis dans quatre classes l'an prochain ! « La fermeture d'une classe est justifiée par une perte supposée d'une dizaine d'élèves entre la 6^e et la 5^e ». Le collège accueille un nombre particulièrement important d'élèves à besoins particuliers. En 5^e, 18 élèves requièrent un accompagnement spécialisé. Sur les quatre postes d'Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) prévus, seuls deux ont été pourvus. Résultat: seuls

six élèves sont suivis. Dans ces conditions, la surcharge des classes pose des problèmes très concrets. Les enseignants se retrouvent donc à gérer des situations médico-sociales, les empêchant d'être pleinement disponibles pour tous les enfants. « *On peut parler de maltraitance à la fois pour les élèves et pour les professeurs* » estime une enseignante

Perpignan, les syndicats d'enseignants ont tous voté contre le projet de l'administration.

La nouvelle réunion de concertation autour de la répartition des moyens dans les collèges publics du département. L'inspection prévoit 9 suppressions de postes et 3 créations mais en prenant en compte les blocs de moyens provisoires (les heures effectuées par des enseignants se partageant entre plusieurs établissements c'est 12 équivalents temps plein perdus.

Bretteville-sur-Laize, les professeurs du collège du Cingal dans le Calvados protestent contre la suppression d'une classe à la rentrée prochaine. Ils ont manifesté devant leur établissement.

Manifestation à Paris devant le ministère de l'Éducation nationale. Pour protester contre la baisse des moyens dans les établissements scolaires et contre les suppressions de postes prévues à la rentrée 2026. Des enseignants mayennais ont participé à ce rassemblement. Dans ce département, des classes et des postes d'enseignants pourraient disparaître à la rentrée prochaine, *neuf postes de professeurs des écoles et une trentaine de fermetures de classes.*

L'intersyndicale du 93 dénonce une « discrimination territoriale » et le « mépris du ministère ».

L'investissement moyen par élève s'élève à 6 200 euros par an en Seine-Saint-Denis contre 8 840 euros au niveau national, soit un écart d'environ 30 % déplore l'intersyndicale. L'intersyndicale éducation FSU-CGT-SUD Éducation de Seine-Saint-Denis a été reçue au ministère de l'Éducation nationale. Colère et détermination restent le moteur de mobilisation concernant l'intersyndicale du 93. Les syndicats affirment avoir porté « *la voix des 33 000 personnels du 93* », deux ans après de précédentes rencontres restées sans réponse.

L'intersyndicale appelle à poursuivre la mobilisation. « *Face à l'inconséquence et le mépris du ministère, il faut monter le son* », écrivent les organisations et appellent les personnels à préparer une nouvelle étape de mobilisation.

Journée nationale d'action des secteurs sociaux et médico-sociaux

Le jeudi 12 mars 2026, dans le cadre d'une semaine de mobilisation nationale, les syndicats CGT de plusieurs structures sociales et médico-sociales des Pyrénées-Orientales se sont réunis à Perpignan alertant sur les conséquences des restrictions budgétaires dans leurs établissements. Ils dressent un tableau particulièrement inquiétant des restrictions liées aux baisses successives du budget de la Sécu et celui de l'Etat. Le gouvernement Lecornu a fait passer les budgets grâce au soutien du PS. Sous les compromis se cachent une offensive austéritaire brutale impactant les différentes structures du social et du médico social.

L'Union syndicale santé et action sociale de la CGT Aude dénonce le manque de moyens concernant le secteur du social et du médico-social *"Il y a urgence pour les personnels et les personnes accompagnées...Nos conditions de travail se dégradent et nos salaires n'évoluent pas.* Une délégation de la CGT a été reçue au Conseil départemental où elle a exposé ses revendications.

Les salariés en colère à la maison départementale des solidarités du Chemin-Vert à Caen

La réorganisation des services sociaux à la Maison départementale des solidarités du Chemin Vert à Caen (Calvados), les salariés ont entamé un mouvement de grève. On note une importante dégradation du service rendu au public. Regroupées autour d'une banderole « *MDS en grève* », une vingtaine de salariés de la Maison départementale des solidarités du Chemin-Vert à Caen (Calvados) ont exprimé leur colère.

Loire : action du personnel médico-social

Dans la Loire, le personnel du secteur du médico-social s'est rassemblé le mardi 10 mars dans le cadre d'une semaine de mobilisation nationale. Selon la CGT, une centaine de salariés du secteur étaient présents sur la place Jean Jaurès à Saint-Étienne. Un rassemblement pour dénoncer "l'agonie" du secteur.

Le secteur médico-social mobilisé en Drôme et en Ardèche

Éducateurs spécialisés, aides-soignants ou encore infirmiers. Une cinquantaine de professionnels du secteur sanitaire et médico-social ont manifesté à Valence, le mardi 10 mars, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation intersyndicale.

Un carnaval revendicatif à Bordeaux pour les salariés du médico-social

Les salariés du médico-social et de l'aide sociale à l'enfance (ASE) étaient appelés le 10 mars à une mobilisation nationale pour dénoncer "la situation catastrophique du secteur" et des "salaires de misère". A Bordeaux, ils étaient 250 selon l'intersyndicale.

Clermont-Ferrand : une mobilisation des salariés du médico-social

Des salariés du social et du médico-social se sont rassemblés le 10 mars devant le Conseil départemental du Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand. Ils dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail et le gel de leurs salaires

Dossiers, Économie

Plus de 30.000 ménages expulsés de leur logement en 2025

Ce nombre d'expulsions est un record, en hausse de 27% par rapport à l'année précédente. Celles-ci sont précédées par des commandements pour non paiement des loyers. Ils concernent 175.000 locataires, en hausse de 3,4%. Les départs "à la cloche de bois" – lorsqu'un locataire quitte son logement sans préavis, ont augmenté de 11,7 % en un an. Ces données confirment une crise du logement touchant les milieux populaires et une crise tout court des revenus de beaucoup de salariés qui peinent à "joindre les deux bouts".

Une étude Baromètre de l'opinion publique arabe 2024-2025⁶

Le Centre arabe pour la recherche et les études politiques (ACRPS), basé à Doha, a annoncé le 6 janvier 2026 les résultats de la neuvième édition du Baromètre de l'opinion publique arabe 2024-2025 (AOI –Arab Opinion Index 2024-2025). Cette enquête, la plus vaste jamais réalisée dans le monde arabe, couvre quinze pays : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Palestine, Liban, Jordanie, Irak, Arabie saoudite, Koweït, Qatar, ainsi que la Syrie, où l'ACRPS a mené pour la première fois une enquête de ce type depuis la chute du régime de Bachar al-Assad. L'objectif du Baromètre de l'opinion publique arabe est d'identifier et d'analyser les grandes tendances de l'opinion arabe au sujet des questions politiques, économiques et sociales. Entre octobre 2024 et août 2025, près de 40.130 entretiens en face-à-face ont été réalisés auprès d'échantillons représentatifs dans chaque pays, avec une marge d'erreur comprise entre ± 2 % et ± 3 %. La mise en œuvre de cette enquête a mobilisé près de 1.000 chercheurs, plus de 413.000 heures de travail et plus d'un million de kilomètres parcourus sur le terrain.

Cette étude, comme toute étude de ce type doit être évidemment prise avec précaution. Les tendances qu'elles reflètent sont intéressantes et méritent d'être connues surtout dans le contexte de la situation au Moyen-Orient.

Répertoire URIF-CGT 2026

Le répertoire URIF-CGT 2026 vient de paraître. Il s'agit d'un répertoire important concernant les militants syndicaux. Il donne en effet tous les éléments permettant d'accéder et de communiquer avec les organisations CGT d'Île-de-France, mais aussi aux organismes sociaux : prud'hommes, CESER, tribunaux ...Ce document est disponible en ligne⁷.

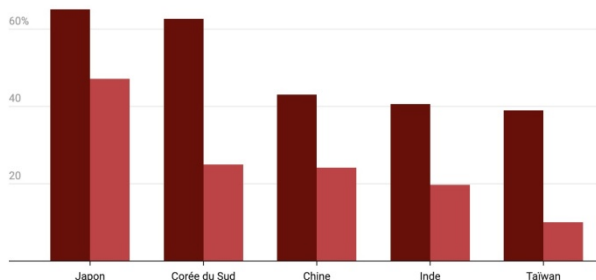
Détroit d'Ormouz : mesure de la dépendance à sa fermeture

La fermeture du détroit d'Ormouz est une conséquence directe de l'agression impérialiste du duo américano-sioniste contre l'Iran ayant évidemment des conséquences importantes sur le commerce du gaz et du pétrole puisque 20% des hydrocarbures passent par cette voie maritime. La revue le grand Continent⁸ publie une étude à ce sujet. Nous en reproduisons un graphique donnant une idée plus claire de l'impact direct sur les économies les plus exposées que sont : le Japon, la Corée du Sud, la Chine, l'Inde et Taiwan.

Exposition estimée au détroit d'Ormouz

% des importations totales, par pays.

■ Pétrole brut ■ GNL



Graphique: Le Grand Continent • Source: Natixia, US Energy Information Administration (EIA), BP Administration générale des douanes chinoises, Petroleum Association of Japan, Ministère indien des Mines, Service des douanes coréen, CPC Corporation

Un article intéressant au sujet des questions de l'énergie paru dans "La Revue de l'Énergie" 2026/1 n° 682 , pages 9 à 14

La Revue de l'Énergie⁹ publie un article particulièrement intéressant de Patrice Geoffron¹⁰ : "Les failles de la stratégie américaine de " domination énergétique ". Cet article donne des éléments d'analyse permettant de comprendre les enjeux et les contradictions de la politique états-unienne de l'énergie. Nous en livrons ici une

partie de la conclusion. Nous reviendrons sur cette question décisive dans l'évolution des rapports de force au sein du système impérialiste. Rappelons que notre Parti révolutionnaire Communistes a publié un document au sujet de l'énergie¹¹ : *" La politique énergétique, un vaste champ d'intervention dans la lutte des classes "*.

L'énergie américaine devient un levier de subordination commerciale et diplomatique, en particulier à l'encontre de l'Europe, alors même que le marché reste privé aux États-Unis, fragmenté et gouverné par les signaux de prix plus que par les injonctions politiques. Cette tension entre volontarisme stratégique et logique de marché explique pourquoi l'outil peut se retourner contre son maître : exporter davantage consolide la posture internationale, mais nourrit un récit intérieur de « taxe invisible » si la facture d'électricité et le prix du gaz domestique se tendent. Autrement dit, l'outil de « domination énergétique » s'annonce efficace au plan diplomatique, mais perturbateur du « contrat social ».

UE, le 28^e état européen : une poussée vers le fédéralisme

Le 28^e état européen est un concept proposé en 2024 par Enrico Letta et Mario Draghi dans leur différent rapports. Le concept est présenté en 2026 par Ursula Von Der Leyen devant le forum international DAVOS. L'idée de ce 28^e état est assez simple, la volonté est de « simplifier la création d'entreprises en Europe ». Selon le rapport de Mr. Draghi les entreprises européennes ont tendance à se créer sur le « territoire » européen avant de partir s'installer aux États-Unis ou dans d'autres pays non-européens. L'idée du 28^e état est donc de permettre aux entreprises de ne pas « faire face » aux 27 différents systèmes juridiques nationaux. Selon ses défenseurs, la création de ce 28^e « état juridique » permettrait notamment aux entreprises de se créer en 48h sur internet pour une somme de 100 euros. Les documents seraient fournis qu'une seule fois aux autorités concernées et permettraient aux entreprises créées dans un pays de l'UE de travailler dans d'autres pays de l'UE sans avoir à remplir de documentation additionnelle. Plusieurs autres *avantages* sont proposés pour le capital, par exemple une procédure d'insolvabilité accélérée et numérisée, ainsi qu'un « harmonisation des stocks-options »¹ à l'intérieur de l'UE.

L'existence de ce 28^e état pose un problème de fond : l'existence de ces « nouvelles règles » sape les normes nationales de leur importance. En effet, si les règles juridiques sont plus libres dans ces nouvelles règles juridiques, il y a plus de chances que les entrepreneurs choisissent celui-ci plutôt que celles de leur propre pays ce qui mettrait sous pression le droit national. Cela pourrait même forcer des pays à changer leur droit afin de garder leurs attractivités. En plus de cela, il existe aussi une inquiétude sur l'importance prise par l'UE dans le contrôle démocratique. Si les pays ne peuvent plus déterminer les règles pour les entreprises les parlements nationaux perdent de leur importance ce qui est inquiétant au sujet du processus démocratique. Enfin il reste la question de la fiscalité. L'existence de ce nouvel état entraîne une remise en question de la façon dont les entreprises payent leurs taxes, entre autres, la encore causant des problèmes au niveau national. La création de ce 28^e état est en soit un moyen pour l'UE de prendre plus de place dans les pays européens au détriment des normes nationales ce qui est problématique pour un certain nombre de raisons. On peut le voir comme une poussée de l'UE vers un système fédéral comme celui des États-Unis.

International et Solidarité internationaliste

Les transports en Belgique au ralenti

La Belgique a fonctionné au ralenti jeudi 12 mars en raison d'un appel à la grève des trois grands syndicats du pays, ayant comme conséquences la suspension de tout le trafic à l'aéroport de Charleroi et l'annulation des vols au départ de Bruxelles-Zaventem. Chômage, retraite ou fiscalité : les syndicats dénoncent plusieurs réformes socio-économiques du gouvernement du conservateur flamand Bart De Wever, en place depuis treize mois.

Parmi les réformes envisagées, figure notamment une réforme des pensions prévoyant un système de bonus-malus jugé défavorable aux carrières hachées et aux femmes. Outre les aéroports, de fortes perturbations ont eu lieu dans les transports en commun, notamment sur le réseau métro-bus-tram de Bruxelles.

Arrestation de communistes en Jordanie

La Section internationale du Comité central du Parti communiste du Mexique publie un communiqué dans lequel il condamne l'arrestation de trois membres du Parti communiste de Jordanie, dont deux membres de son Bureau politique : *" Nous condamnons l'État jordanien pour violation des droits de s'organiser et de manifester, ainsi que pour atteinte aux droits individuels des personnes arrêtées. Nous exprimons notre solidarité avec le Parti communiste de Jordanie face à cet acte répressif et nous nous joignons à la demande de libération des trois détenus. Proletaires du monde, unissez-vous ! "*

De son côté, le Parti Communiste de Grèce exige dans un communiqué¹² la libération immédiate des camarades jordaniens. Le Parti Révolutionnaire Communistes se joint à cette demande.

Italie : nouvelle campagne de soutien au peuple cubain¹³

L'Union des syndicats de base (USB)¹⁴, l'un des plus importants syndicats italiens, a lancé le 6 mars une nouvelle campagne de soutien à Cuba, en réaction aux nouvelles mesures prises par les États-Unis qui intensifient leur blocus économique, une violation des droits humains. Un communiqué publié sur le site web officiel de l'organisation appelle à une collecte de fonds afin de financer l'initiative "" Un médicament pour Cuba ", visant à soutenir la santé publique dans ce pays, confronté à des difficultés dues à la pression accrue du gouvernement américain.

Liban : un ancien doctorant de l'Université Pierre et Marie Curie¹⁵ assassiné

Un ancien doctorant en Chimie ayant travaillé il y a quelques années au Laboratoire de Réactivité des Surfaces et qui était devenu enseignant chercheur à l'Université de Beyrouth a été tué voici quelques jours par une frappe sur l'Université de Beyrouth. Il fait partie des centaines des victimes des frappes de l'entité sioniste sur le Liban. Nous voulons dans ces quelques lignes lui rendre hommage comme à tous ceux des palestiniens, libanais et iraniens assassinés par la barbarie de l'agression conjointe sioniste-américaine.

Grèce grande manifestation contre la guerre organisée par le Parti Communiste (KKE)¹⁶



Soutien de la fédération Syndicale Mondiale à Cuba

Semaine de Solidarité de la FSM avec Cuba du 6 au 10 avril

Aucun doute, la nature agressive et belliciste de l'impérialisme se manifeste aujourd'hui de la manière la plus crue et la plus flagrante.

Le massacre et le génocide des Palestiniens à Gaza par l'État meurtrier d'Israël avec le soutien ouvert des États-Unis, de l'UE, de l'OTAN et de leurs alliés, les attaques contre le Liban, la Syrie, le Yémen et la guerre d'agression contre l'Iran, l'invasion du Venezuela par l'armée américaine et l'enlèvement du Président Maduro et de Cilia Flores sont des actions nous rappelant une fois de plus à quel point l'impérialisme peut être impitoyable pour promouvoir les intérêts économiques et géostratégiques du capital monopoliste et des cercles dominants du capitalisme.

Dans ce cadre d'hystérie impérialiste, les États-Unis intensifient également leur attaque contre la Cuba socialiste. Malgré les décisions répétées de l'écrasante majorité de l'Assemblée générale des Nations Unies et les protestations mondiales, les États-Unis non seulement ne lèvent pas l'embargo illégal et immoral visant à étrangler l'économie cubaine, mais ils l'intensifient. Sous le prétexte ridicule comme quoi Cuba est un pays qui soutient le terrorisme, ils imposent un blocus total sur les approvisionnements en pétrole et condamnent le peuple cubain à des conditions de pauvreté énergétique absolue, avec toutes les conséquences dramatiques que cela entraîne sur les conditions de vie et de travail des travailleurs cubains.

La classe ouvrière et le peuple de Cuba affrontent avec fierté et dignité l'étranglement économique et des défis insupportables, refusant de se soumettre à la volonté des impérialistes. Ils refusent d'abandonner la voie révolutionnaire qu'ils ont librement choisie.

Le peuple de Cuba résiste et ne se rend pas. Mais aujourd'hui plus que jamais, les cubains ont besoin de la solidarité et du soutien de tous les peuples progressistes et, avant tout, ils ont besoin de la solidarité et du soutien du mouvement syndical international de classe.

La solidarité dans les circonstances actuelles ne peut se limiter à des déclarations et à des manifestations de soutien et de condamnation de l'agression impérialiste américaine. Cuba a également besoin du soutien pratique et matériel immédiat du mouvement progressiste international afin de résister et de surmonter les difficultés créées par le blocus impérialiste.

Le Secrétariat de la FSM, lors d'une récente réunion conjointe avec la direction de l'héroïque CTC de Cuba et le Bureau Régional d'Amérique latine, a discuté de la situation à Cuba puis a été informé des mesures prises par la direction et le mouvement populaire à Cuba pour faire face aux difficultés. Compte tenu de la situation, le Secrétariat de la FSM a décidé de lancer un appel urgent à tous les membres et amis de la FSM à travers le monde de sorte qu'ils intensifient au maximum leurs actions de solidarité et de soutien au peuple cubain dans sa difficile lutte pour la survie.

Il est particulièrement important de veiller à ce que le message de solidarité de classe et de soutien à la Cuba socialiste atteigne les travailleurs dans les usines et les chantiers, les bureaux et les magasins, partout sur les lieux de travail, et qu'il devienne une priorité concernant les travailleurs.

Pour mieux coordonner les actions de solidarité afin qu'elles soient les plus efficaces possible, la FSM a décidé :

1. De déclarer une Semaine Internationale d'Action du 6 au 12 avril en solidarité et en soutien au peuple de Cuba. Au cours de cette semaine, nous appelons tous les membres et amis de la FSM dans tous les pays du monde à organiser des événements et des manifestations de solidarité et de condamnation de l'agression américaine. Ces événements doivent, dans la mesure du possible, être organisés devant les ambassades des États-Unis.

2. D'appeler tous les membres et amis de la FSM à participer à une campagne internationale pour collecter des fonds ou d'autres matériels utiles, tels des médicaments et des fournitures médicales, afin d'apporter un soutien matériel au peuple de Cuba.

L'argent et les autres matériels collectés par les organisations membres de la FSM seront acheminés par l'intermédiaire de la CTC de Cuba afin d'apporter un soulagement aux travailleurs cubains dans les entreprises et les lieux de travail où le manque d'électricité et de carburant a créé des problèmes très graves.

Au sujet des questions pratiques pouvant survenir dans le cadre de cette campagne, les membres et amis de la FSM peuvent contacter les bureaux centraux de la FSM pour toute coordination et assistance.

Touchez pas à Cuba ! Cuba n'est pas seule !

Martinique : 50% du réseau centre à l'arrêt suite à une grève de chauffeurs de Transaglo

Le mardi 17 mars, la circulation des bus a été fortement perturbée dans plusieurs communes du centre de la Martinique. Des salariés de Transaglo (sous-traitant du réseau de transport), sont en grève à l'appel de la CGT Martinique. Ils ont bloqué les accès du centre technique situé à l'Étang Z'Abriocot, une infrastructure abritant une grande partie des véhicules desservant notamment Saint-Joseph, Schœlcher, Fort-de-France et Le Lamentin. Les grévistes réclament une augmentation de 150 euros net par mois et une garantie sur les prochains marchés. De son côté, l'employeur affirme ne pas pouvoir dépasser 3 % de hausse salariale.

Yves Rocher : la justice donne raison à des ouvrières turques

La FNIC CGT dans un communiqué¹⁷ intitulé : " Quand David gagne contre Goliath " donne la portée du jugement condamnant Yves Rocher sur le respect du droit dans une entreprise sous-traitante en Turquie. Les faits rapportés, comme la solidarité à laquelle ils ont donné lieu, la victoire même partielle, montrent concrètement que la lutte et la solidarité de classe sont une absolue nécessité en faveur des travailleurs dans leur lutte pour leurs droits fondamentaux.

"C'est une première en France : la justice a rendu raison aux 83 ouvrières turques, aidées du syndicat Petrol-Is en Turquie et d'ONG telles qu'ActionAid et Sherpa en France, elles s'étaient portées partie civile afin de dénoncer les manquements du groupe Rocher dans son devoir de vigilance quant au respect des droits fondamentaux des salariés qui travaillaient dans sa filiale turque Kosan Kozmetik. En 2018, 130 ouvrières turques se voient licenciées parce qu'elles décident de se syndiquer pour se battre contre des conditions de travail inacceptables et inhumaines mais également pour obtenir des augmentations de salaires. Elles refusent les humiliations, les différences de salaires de l'ordre de 20 % entre les femmes et les hommes, le harcèlement sexuel systémique, l'absence de protection et de prévention dans les process de production pour protéger leur santé. Alors, ces ouvrières, pendant une année vont se battre malgré la pluie, la neige et la canicule en occupant le devant de leur usine de manière à exiger leur réintégration. Elles avaient été licenciées au titre d'un article de loi 25-2 du code du travail turc, qui, au même titre que pour un terroriste, les inscrivait sur une liste noire les empêchant de retrouver du travail. Elles viendront jusqu'au siège social d'Yves Rocher en France demander des comptes. Elles ont vécu pendant un an grâce à la solidarité des riverains, des travailleurs mais également grâce à une solidarité internationale organisée par leur syndicat. Elles n'ont pas été réintégrées mais certaines, prises à la gorge par l'absence de revenus, ont été obligées de signer un protocole avec Yves Rocher, ce qui leur a permis d'effacer le sceau de la honte lié à la cause avancée de leur licenciement, avec une compensation dérisoire face à l'inflation et au coût de la vie à Gebze, siège de leur usine, dans la banlieue ouvrière d'Istanbul. Venues témoigner en France, au tribunal de Paris le 20 novembre 2025, de ce qu'elles avaient vécu pendant des années dans cette usine. Elles sont venues demander des comptes et exiger la reconnaissance de la responsabilité du groupe. La justice a tranché et fait payer au groupe 48 000 euros pour 6 anciennes salariées et 40 000 euros à Petrol-Is, une goutte d'eau comparé aux bénéfices engrangés par ce groupe. Nous sommes bien loin du compte. Ce rendu n'exige un dédommagement que pour très peu de salariés, sous prétexte que les autres avaient signé un protocole de transaction, il renforce l'impunité de ces sociétés se permettant de traiter des travailleurs d'autres pays comme des quantités négligeables dont la vie n'a aucune valeur. Les maisons mères, telles qu'Yves Rocher, se doivent également de faire respecter les droits des travailleurs dans leurs filières à l'étranger, les donneurs d'ordre doivent le faire avec leurs sous-traitants. Elles se doivent de s'assurer de la protection des droits fondamentaux des

travailleurs, les conditions de travail respectant la santé physique et psychique des salariés, qu'aucune discrimination syndicale n'est possible, que la production se fait dans les règles de préservation de l'environnement. Le devoir de vigilance est inscrit dans le droit européen mais à l'heure d'une généralisation des attaques contre le monde du travail, faire appliquer ce droit ne pourra passer que par une organisation des travailleurs au-delà des frontières.

Cayenne : trois écoles en grève

Trois écoles seront en grève cette semaine. La maternelle Solange Patient, l'élémentaire Alexandrine Stanislas et l'école Jean-Marie Mortin. La rentrée 2026 s'annonce catastrophique en Guyane le nombre d'élèves augmente de 1,7 % et les moyens baissent. Rassemblement devant le rectorat pour exiger des moyens à la hauteur des besoins.

Débat National sur :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "
samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris,

métro République ou Oberkampf)

La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service

© Copyright

1 <https://www.cgt.fr/54e-projet-DO>

2 <https://fnic-cgt.com/2026/03/13/54-eme-congres-de-la-cgt-analyse-politique-du-document-dorientation/>

3 [Ce que le préambule du document d'orientation du 54ème congrès nous dit de la CGT](#)

4 [l'UPMC est devenue aujourd'hui Sorbonne Université](#)

5 <https://www.cgt59.fr/21-mars-non-au-racisme-aux-fascistes-aux-violences-detat/>

6 https://carep-paris.org/wp-content/uploads/2026/01/Communique_AOI_FR.pdf

7 <https://www.calameo.com/books/007415877549b64bb411f>

8 <https://legrandcontinent.eu/fr/2026/03/16/suite-aux-appels-de-trump-aucun-pays-ne-sest-engage-a-envoyer-des-navires-de-guerre-dans-le-detroit-dormuz/>

9 <https://www.larevuedelenergie.com/wp-content/uploads/2026/02/682-Failles-strategie-americaine-domination-energetique.pdf>

10 <https://www.cgemp.dauphine.fr/fr/lequipe/enseignants-chercheurs/patrice-geoffron.html>

11 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/754-document-la-politique-energetique-un-vaste-champ-d-intervention-dans-la-lutte-des-classes>

12 <https://inter.kke.gr/en/m-article/The-communists-arrested-by-Jordanian-authorities-must-be-released-immediately-/>

13 https://www.radiohc.cu/fr/des-travailleurs-italiens-lancent-une-nouvelle-campagne-de-soutien-au-peuple-cubain/?fbclid=IwY2xjawQIT-hleHRuA2FlbQIxMABzenRjBmFwcF9pZBAyMjIwMzcxNzg4MjAwODkyAAEeHj0rHohEnbgzAEcA-OEg67_HczN8TrzAX6Vi_hMwDhdrJUVKTjyuaCaPD9M_aem_2DvSjXxtkuCTl0J3i42x_g

14 <https://www.usb.it/>

15 l'UPMC est devenue aujourd'hui Sorbonne Université

16 <https://inter.kke.gr/en/m-article/No-sacrifices-for-the-imperialists-wars-Greece-out-of-the-war/>

17 <https://fnic-cgt.com/2026/03/17/quand-david-gagne-contre-goliath/>